



ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G)				Exercice Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	
I TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (I.F.R)				EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
	1	+	Ventes de marchandises (en l'état)		
	2	-	Achats revendus de marchandises		
I		=	MARGE BRUTES VENTES EN L'ÉTAT		
		+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3 + 4 + 5)	20 347 094,23	
II	3		Ventes de biens et services produits	20 347 094,23	
	4		Variation stocks produits		
	5		Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		
III		-	CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6 + 7)	20 066 273,39	416 845,46
	6		Achats consommés de matières et fournitures	3 414 466,63	
	7		Autres charges externes	16 651 806,76	416 845,46
IV		=	VALEUR AJOUTÉE (I + II - III)	280 820,84	-416 845,46
V	8	+	Subventions d'exploitation		
	9	-	Impôts et taxes	5 172,00	
	10	-	Charges de personnel		
		=	EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E) OU INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)	275 648,84	-416 845,46
	11	+	Autres produits d'exploitation		
	12	-	Autres charges d'exploitation		0,50
	13	+	Reprises d'exploitation, transferts de charges		
	14	-	Dotations d'exploitation	358 488,00	358 488,00
VI		=	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ OU -)	-82 839,16	-775 333,96
VII		+/-	RÉSULTAT FINANCIER	102 809 049,17	28 070 548,69
VIII		=	RÉSULTAT COURANT	102 726 210,01	27 295 214,73
IX		+/-	RÉSULTAT NON COURANT (+ OU -)	-8 000,00	
	15	-	Impôts sur les résultats	314 457,00	80 500,00
X		=	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	102 403 753,01	27 214 714,73
II CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT					
			RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		
	1		Bénéfice +	102 403 753,01	27 214 714,73
			Perte -		
	2	+	Dotations d'exploitation (1)	358 488,00	358 488,00
	3	+	Dotations financières (1)		
	4	+	Dotations non courantes (1)		
	5	-	Reprises d'exploitation (2)		
	6	-	Reprises financières (2)		
	7	-	Reprises non courantes (2) (3)		
	8	-	Produits des cessions d'immobilisation		
	9	+	Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées (retrait)		
I			CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	102 762 241,01	27 573 202,73
	10		Distributions de bénéfices		
II			AUTOFINANCEMENT	102 762 241,01	27 573 202,73

(1) À l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie
(2) À l'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie
(3) Ycompris reprises sur subventions d'investissement

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE				Exercice Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	
I SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN				Variation (A - B)	
Masses	Exercice		Variation (A - B)		Ressources (D)
	N (A)	N-1 (B)	Emplois (C)		
1 Financement permanent	2 256 705 462,18	1 881 737 661,67			374 967 800,51
2 Moins actif immobilisé	1 878 917 730,60	1 879 276 218,60			358 488,00
3 = FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (B) (1 - 2)	377 787 731,58	2 461 443,07			375 326 288,51
4 Actif circulant	104 297 616,69	5 640 164,32	98 657 452,37		
5 Moins passif circulant	17 611 595,90	3 427 498,39			14 184 097,51
6 = BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B) (4 - 5)	86 686 020,79	2 212 665,93	84 473 354,86		
7 TRÉSORERIE NETTE (ACTIF-PASSIF) = (A - B)	291 101 710,79	248 777,14	290 852 933,65		
II. EMPLOIS ET RESSOURCES					
	Exercice		Exercice précédent		
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
AUTOFINANCEMENT (A)					
		102 762 241,01		27 573 202,73	
Capacité d'autofinancement		102 762 241,01		27 573 202,73	
Distribution de bénéfice					
CESSIONS & RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)					
Cessions d'immobilisations incorporelles					
Cessions d'immobilisations corporelles					
Cessions d'immobilisations financières					
Récupération sur créances immobilisées					
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES & ASSIMILÉS (C)					
Augmentations de capital, apports		300 000 000,00			
Subventions d'investissements					
AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENTS (D)					
(Nettes de primes de remboursement)					
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A + B + C + D)	-	402 762 241,01	-	27 573 202,73	
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)					
Acquisitions d'immobilisations incorporelles					
Acquisitions d'immobilisations corporelles					
Acquisitions d'immobilisations financières					
Augmentation des créances immobilisées					
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)					
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)					
	27 435 952,50		27 435 952,50		
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)					
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E + F + G + H)	27 435 952,50		27 435 952,50		
II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)	84 473 354,86		87 039,29		
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE	290 852 933,65		50 210,94		
TOTAL GÉNÉRAL	402 762 241,01	402 762 241,01	27 573 202,73	27 573 202,73	



BDO Audit, Tax & Advisory S.A.
23, rue Brahim Lemtouni
Quartier Oasis
20410 – Casablanca, Maroc



KPMG AUDIT SAS
Avenue Attine, Mahaj Ryad Center,
5^{ème} étage, Bâtiment 7 et 8, Hay Riad
10110 Rabat - Maroc

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER 2024 AU 31 DECEMBRE 2024**

Aux Actionnaires
Société CMGP GROUP S.A.
46, Boulevard Zerktouni, 2^{ème} étage, appartement n° 6
Casablanca 20000, Maroc

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société CMGP GROUP S.A. (la « société »), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 2.229.269.509 MAD dont un bénéfice net de 102.403.753 MAD.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société CMGP GROUP S.A. au 31 décembre 2024, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Evaluation des titres de participation

Risque identifié

Les titres de participation figurent au bilan au 31 décembre 2024 pour un montant net de 1.878.559.243 MAD.

Comme indiqué dans la note A1 de l'état des informations complémentaires (ETIC), les titres de participation sont évalués, conformément à la méthode préconisée par le CGNC, à chaque clôture au plus faible de leur coût d'entrée et de leur valeur actuelle, celle-ci étant estimée en fonction de l'utilité que la participation présente pour l'entreprise.

L'estimation de la valeur d'utilité des titres de participation requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques (par exemple, capitaux propres pour certaines entités et transactions récentes pour d'autres) ou à des éléments prévisionnels (perspectives de rentabilité et conjoncture économique dans les pays considérés).

La concurrence et l'environnement économique auxquels sont confrontées certaines filiales, ainsi que l'implantation géographique de certaines d'entre elles, peuvent entraîner une baisse de leur activité et une dégradation du résultat opérationnel.

Du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments, notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, accrues dans un contexte économique difficile, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

Réponse d'audit

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs, déterminée par la direction, est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et, selon les titres concernés, à :

Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques :

- Vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante ;
- Apprécier comment la direction a pris en considération les prix des transactions récentes et les éventuels faits marquants pouvant impacter les valeurs d'utilité qui en résultent ;

Pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels :

- Obtenir les prévisions d'exploitation et de flux de trésorerie des entités concernées établies par leurs directions opérationnelles sous le contrôle de leur direction générale et approuvées, le cas échéant, par le conseil d'administration;
- Vérifier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes;
- Comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés;
- Vérifier que la valeur résultant des prévisions de flux de trésorerie a été ajustée du montant de l'endettement à la date de clôture de l'entité considérée.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Fait à Casablanca et à Rabat, le 29 avril 2025

Les Commissaires aux Comptes

BDO Audit Tax & Advisory S.A.



Mostafa FRAIHA
Associé

KPMG Audit S.A.S.



Redouane M. RHALIB
Associé

BILAN ACTIF	(en MAD)	
	31/12/2024	31/12/2023
ACTIF NON COURANT		
Goodwill	858 872 303	858 872 303
Droits d'utilisations	80 304 175	92 238 357
Immobilisations incorporelles	15 080 711	15 952 617
Immobilisations corporelles	450 627 416	343 485 130
Titres mis en équivalence	33 363 128	
Autres actifs financiers non courants	27 721 580	77 908 272
Actif d'impôt différé	5 800 902	6 240 279
TOTAL ACTIF NON COURANT	1 471 770 215	1 394 696 958
ACTIF COURANT		
Stocks	453 364 758	391 195 405
Comptes clients	1 312 573 757	1 380 956 306
Autres créances d'exploitation	155 046 290	175 725 521
Actifs financiers courants	3 964 084	33 439 799
Comptes de régularisation	6 715 572	6 298 689
Trésorerie et équivalent de trésorerie	399 663 415	90 424 449
TOTAL ACTIF COURANT	2 331 327 876	2 078 040 169
Actifs non courants destinés à être cédés	8 946 625	8 946 625
TOTAL ACTIF	3 812 044 716	3 481 683 752

BILAN PASSIF	(en MAD)	
	31/12/2024	31/12/2023
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	1 700 090 000	1 550 090 000
Primes liées au capital	289 037 087	158 044 805
Écart de réévaluation		
Réserves consolidées	462 737 360	349 501 241
Résultats net consolidés de l'exercice	182 532 410	122 564 612
TOTAL CAPITAUX PROPRES PART GROUPE	2 634 396 857	2 180 200 658
Réserves consolidées		
Résultats net consolidés de l'exercice		
Réserves de conversion		
TOTAL INTÉRÊT MINORITAIRE		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	2 634 396 857	2 180 200 658
Autres provisions non courantes	759 962	649 657
Dettes financières non courantes	296 006 574	378 695 401
Autres passifs non courants	91 942	3 743 351
Passif d'impôt différé	66 696 495	63 291 491
TOTAL PASSIF NON-COURANT	363 554 973	446 379 900
PASSIF COURANT		
Dettes fournisseurs	349 184 366	339 679 865
Dettes financières courantes	128 099 392	73 106 990
Autres passifs d'exploitations courants	195 254 792	188 369 275
Provisions courantes		
Comptes de régularisation & Subventions	11 786 254	14 103 764
Concours bancaires	129 768 082	239 843 300
TOTAL PASSIF COURANT	814 092 886	855 103 194
TOTAL PASSIF	3 812 044 716	3 481 683 752

ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ	(en MAD)	
	31/12/2024	31/12/2023
Chiffre d'affaires	2 327 559 142	2 074 209 407
Autres produits de l'activité courante	1 204 535	-24 498 583
PRODUITS ORDINAIRES	2 328 763 677	2 049 710 824
Coût des biens vendus et achats consommés	-1 660 480 300	-1 459 298 623
Charges externes	-107 999 205	-104 347 015
Charges de personnel	-179 093 483	-161 306 490
Impôts et taxes	-5 482 034	-4 331 094
Autres charges et produits	-1 102 550	-1 086 791
EBITDA	374 606 106	319 340 811
Dotations d'exploitation	-70 162 357	-71 429 180
Reprises d'exploitation	11 371 720	9 442 175
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et aux provisions	-58 790 637	-61 987 005
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	315 815 469	257 353 806
Autres produits non courants	5 538 964	14 821 605
Autres charges non courantes	-15 990 845	-38 539 740
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	305 363 588	233 635 671
Coût de l'endettement financier brut	-31 004 300	-31 617 172
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-31 004 300	-31 617 172
Autres produits financiers	8 062 715	12 492 216
Autres charges financiers	-9 770 954	-9 691 192
RÉSULTAT FINANCIER	-32 712 548	-28 816 148
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	3 363 128	
RÉSULTAT CONSOLIDÉ AVANT IMPÔT	276 014 168	204 819 523
Impôts sur les bénéfices	-89 294 023	-82 359 971
Impôt différé	-4 187 735	105 060
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES	182 532 410	122 564 612
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	182 532 410	122 564 612
Résultat part groupe	182 532 410	122 564 612
Résultat part minoritaires		
Résultat par action (En dirhams)	10,74	79,07
Résultat dilué par action (En dirhams)	10,74	79,07
Résultat net de l'ensemble consolidé	182 532 410	122 564 612
Revalorisation des instruments financiers		
Impôts différés sur Revalorisation des instruments financiers		
Écarts de conversion	-802 567	157 807
AUTRES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES EN RÉSULTAT		
Variation des écarts actuariels des engagements personnel		
Impôts différés sur les écarts actuariels des engagements personnel		
AUTRES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL RECYCLABLES EN RÉSULTAT		
Autres éléments du résultat global		
RÉSULTAT GLOBAL		
DONT PART GROUPE	181 729 843	122 722 419
DONT PART MINORITAIRES		

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSorerIE	(en MAD)	
	31/12/2024	31/12/2023
FLUX DE TRÉSorerIE LIÉS À L'ACTIVITÉ		
Résultat net global	182 532 410	122 564 612
Résultat des stés mises en équivalence	-3 363 128	
• Amortissements, dépréciations et provisions	61 405 827	64 185 456
• Plus-values des cession	-1 739 157	-823 325
• ID	2 807 553	-105 060
Impact régularisation de charges et produit		-2 207 651
Effet de conversion C.P.C	110 114	22 205
Quote-part subvention virée au résultat	-2 444 064	
Marge brute d'autofinancement	239 309 555	183 636 237
• Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		
Stocks	-62 150 334	54 440 911
Créances d'exploitation	68 382 549	-55 140 046
Dettes d'exploitation	5 482 805	-24 518 588
Autres créances liées à l'activité	52 470 194	1 251 834
Autres dettes liées à l'activité	6 885 517	10 325 557
Incidence de variation des cours de change		
FLUX NET DE TRÉSorerIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (A)	310 380 286	169 995 905
FLUX DE TRÉSorerIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions des immobilisations corporelles et incorporelles	-65 973 328	-61 493 406
Titres de participation nouvellement acquise	-30 000 000	
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 826 712	12 687 618
Variation des créances et dettes rattachées à des participations	-12 666 256	150 000
Incidence de variation du périmètre de consolidation ¹	-15 484 950	
FLUX NET DE TRÉSorerIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	-122 297 822	-48 655 788
FLUX DE TRÉSorerIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés		
Augmentation / Diminution de capital	280 992 282	
Emission d'emprunts	38 380 254	5 887 985
Remboursement des comptes courants		
Remboursement d'emprunts	-89 322 881	-64 083 141
Subventions d'investissements reçues	1 182 065	3 246 410
FLUX NET DE TRÉSorerIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)	231 231 720	-54 948 746
VARIATION DE TRÉSorerIE (A+B+C)	419 314 184	66 391 371
TRÉSorerIE D'OUVERTURE (D)	-149 418 851	-215 810 222
TRÉSorerIE DE CLÔTURE (A+B+C+D)	269 895 333	-149 418 851
Incidence des variations de cours des devises		
¹ Liée à la trésorerie des entrées périmètre		

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION				
	Pays	% De contrôle	% D'intérêt	Méthodes de consolidation
CMGP GROUP	Maroc	100%	100%	Intégration globale
CMGP SA	Maroc	100%	100%	Intégration globale
SICDA SA	Maroc	100%	100%	Intégration globale
PHILEA	Maroc	100%	100%	Intégration globale
CAS	Maroc	100%	100%	Intégration globale
PROCESS	Maroc	100%	100%	Intégration globale
AGRIVAL	Maroc	100%	100%	Intégration globale
CMGP SENEGAL	Sénégal	100%	100%	Intégration globale
CMGP AFRICA	Maroc	100%	100%	Intégration globale
IVOIRE IRRIGATION	Cote d'Ivoire	100%	100%	Intégration globale
MARASSET	Maroc	100%	100%	Intégration globale
CMGP CAS GHANA	Ghana	100%	100%	Intégration globale
PROCESS ASSET	Maroc	100%	100%	Intégration globale
AGROSEM	Maroc	30%	30%	Mise en équivalence

À propos de CMGP GROUP

CMGP GROUP est le leader national et la référence en Afrique dans les domaines de l'irrigation, de l'agrofourmure, des solutions solaires et de l'infrastructure hydrique. Fort de son expertise et son modèle intégré, le Groupe propose des solutions couvrant toute la chaîne de valeur, de la distribution d'équipements à la réalisation de projets clés en main. Il s'appuie sur un vaste réseau de distribution, des partenariats stratégiques et des unités industrielles de pointe, avec 1 069 collaborateurs. Engagé en faveur du développement durable, CMGP GROUP déploie ses initiatives à travers la Fondation Amane, qui œuvre dans les domaines de l'éducation, de l'entrepreneuriat à impact et de l'environnement.

CONTACT INVESTISSEURS

investors@cmgp-group.com

102 à 105 Parc Industriel SAPINO Nouaceur - Casablanca
Tél : 0522 49 56 10 (L.G.) - Fax : 0522 49 56 32

www.cmgp-cas.com



BDO Audit, Tax & Advisory S.A.
23, rue Brahim Lemtouni
Quartier Oasis
20410 - Casablanca, Maroc



KPMG AUDIT SAS
Avenue Attine, Mahaj Ryad Center,
5^{ème} étage, Bâtiment 7 et 8, Hay Riad
10110 Rabat - Maroc

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER 2024 AU 31 DÉCEMBRE 2024

Aux Actionnaires
Société CMGP GROUP S.A.
46, Boulevard Zerkouni, 2^{ème} étage, appartement n° 6
Casablanca 20000, Maroc

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société CMGP GROUP S.A. et de ses filiales (le « groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 2.634.397 KMAD dont un bénéfice net consolidé de 182.532 KMAD.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2024, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Évaluation du Goodwill

Risque identifié

CMGP Group a réalisé des opérations de croissance externes ayant conduit à la comptabilisation des écarts d'acquisition à l'actif du bilan consolidé. Ces écarts correspondent à la différence entre le prix d'acquisition des sociétés acquises et les juste-valeurs des actifs et passifs identifiables repris à la date d'acquisition. Au 31 décembre 2024, la valeur de ces écarts d'acquisition s'élève à 859 millions de dirhams.

Les écarts d'acquisition sont affectés à des Unités Génératrices de Trésorerie et font l'objet de tests de dépréciation au moins une fois par an ou dès la présence d'un indice de perte de valeur. Lorsque leur valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée.

Les informations concernant les méthodes de détermination de la valeur recouvrable sont détaillées dans la note 18 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons considéré que l'évaluation des écarts d'acquisition constituait un point clé de notre audit en raison de :

- Leur montant significatif au regard du bilan consolidé du Groupe ;
- L'importance du jugement de la direction dans le choix de la méthode de détermination de la valeur recouvrable et, dans le cas de la valeur d'utilité, des hypothèses de résultats futurs des sociétés concernées et du taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie prévisionnels.

Réponse d'audit

Nous avons pris connaissance des procédures relatives aux tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des contrôles mis en place au sein de CMGP Group pour identifier les indices de pertes de valeur de ces actifs.

Les travaux sur les comptes au 31 décembre 2024, ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance de la méthodologie retenue par le groupe et apprécier sa conformité par rapport au référentiel comptable applicable ;
- Obtenir les plans d'affaires approuvés par la Direction du groupe sous-tendant les tests de dépréciation et pour apprécier le caractère raisonnable des estimations de flux futurs dégagés ;
- Apprécier la cohérence des principales hypothèses et paramètres utilisés (taux de croissance, coût du capital, taux d'actualisation) au regard des données de marché disponibles ;
- Apprécier les analyses de sensibilité des estimations aux paramètres clés (en particulier lorsque la valeur recouvrable est proche de la valeur nette comptable) en procédant à nos propres tests de sensibilité ;
- Vérifier le calcul arithmétique des valeurs d'utilités déterminées pour les principaux écarts d'acquisition.

Enfin, nous avons apprécié la qualité des informations relatives aux résultats de ces tests de dépréciation et tests de sensibilité présentés dans les notes annexes aux états financiers.

Évaluation des créances clients

Risque identifié

Les comptes clients figurent au bilan consolidé au 31 décembre 2024 pour un montant net de 1.313 millions de dirhams et représentent un des postes importants du bilan consolidé. Comme indiqué dans la note 27 de l'annexe, les clients sont présentés à leur valeur nette après déduction des provisions pour dépréciation des créances.

La direction évalue les créances clients en fonction des paiements attendus et des risques de non-recouvrement sur la base des négociations en cours avec les clients. Les créances qui ne sont pas réglées dans un délai raisonnable sont soumises à une analyse et une provision pour dépréciation des créances est comptabilisée.

Dans le secteur agricole, les clients peuvent présenter des difficultés à honorer leurs créances à temps, notamment en raison de mauvais cycles de trésorerie ou de difficultés de financement à court terme. Ceci est particulièrement pertinent pour les petites et moyennes exploitations agricoles qui restent plus vulnérables aux problèmes de liquidité.

Il existe un risque que certaines créances clients ne soient pas recouvrables, ce qui pourrait entraîner une sous-évaluation des provisions pour dépréciation des créances. Ce risque a été identifié comme un point-clé de l'audit.

Réponse d'audit

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses retenues par la Direction pour déterminer les créances douteuses et les provisions associées.

Nous avons :

- Pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place pour suivre les créances clients et identifier les créances douteuses.
- Testé l'efficacité des contrôles clés relatifs à ces procédures ;
- Envoyé des demandes de confirmations directes aux clients et procédé à des procédures alternatives le cas échéant afin de vérifier l'existence des créances.
- Envoyé des demandes de confirmations directes aux sociétés de recouvrement afin d'identifier les clients douteux ou litigieux
- Inspecté les délais de recouvrement pour identifier les créances dont le délai de règlement est anormalement long
- Corroboré la pertinence des provisions pour créances douteuses en comparant les créances clients classées comme douteuses avec les critères internes de la société.
- Inspecté les mouvements dans le compte de provisions pour dépréciation des créances douteuses en traçant les écritures comptables et les ajustements effectués au cours de l'exercice.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Fait à Casablanca et à Rabat, le 29 avril 2025

Les Commissaires aux Comptes

BDO Audit Tax & Advisory S.A.



Mostafa FRAIHA
Associé

KPMG Audit S.A.S.



Redouane M. RHALIB
Associé